

“Comme  
un papier  
tue-mouches  
dans une  
maison  
de vacances  
fermée”

La Parole Errante  
à la Maison de l'Arbre  
9 rue François Debergue  
Montreuil 93100



# de mai 68 à... CHANTIER

“J’ai l’impression  
d’être marqué très  
fortement par cette  
idée d’autogestion.  
Pour moi, ce n’est pas  
une utopie perdue”  
*Laurent Cartier*

**Propos recueillis  
par Pierre Vincent Cresceri  
et Stéphane Gatti  
Rédaction et mise en forme  
Benoit Francès**

**“l'autogestion n'est pas une utopie perdue”**

Entretien  
avec  
Laurent  
Cartier

**“l'autogestion n'est pas une utopie perdue”**

**Mai 68 a-t-il bousculé « l'ordre éternel des champs » ? Laurent Cartier, fils de paysans, quitte le séminaire. L'esprit de mai se diffuse, le rattrape pendant ses études puis au service militaire. Rebelle à l'autorité, qualifié de « meneur », c'est à l'armée qu'il apprend la valeur de la désobéissance. Devenu paysan à son tour, il critique le productivisme des années 60-70, ses dégâts sociaux et environnementaux, et s'engage en 1978 dans le syndicalisme. Alors que beaucoup d'agriculteurs sont poussés à se spécialiser et deviennent dépendants de l'industrie agroalimentaire, les Paysans-travailleurs (future Confédération paysanne) veulent remettre en cause l'ordre capitaliste dans l'agriculture. En 1971, les paysans du Larzac avaient de leur côté entamé leurs dix années de lutte contre l'extension du camp militaire sur le plateau. Un repère guide Laurent Cartier dans son militantisme : l'autogestion, un acquis de 68. Avec d'autant plus de constance que cette forme d'organisation libertaire recoupe en partie le fonctionnement traditionnel, mis à mal, des fermes : propriété de l'outil de production, idéal d'autosuffisance, le recours aux coopératives, la possibilité, en dehors du salariat, d'arbitrer pour le travail contre le capital. Ainsi le métier de paysan, malgré sa dureté, permet encore de faire des choix de vie fondamentaux. Dans sa ferme familiale, gérée à plusieurs en Haute-Marne, les décisions se prennent collectivement, les tâches sont communes et les salaires égaux.**

“J’ai l’impression d’être marqué très fortement par cette idée d’autogestion.  
Pour moi, ce n’est pas une utopie perdue”

5

*Tu es d’une famille d’agriculteurs.*

Oui, plutôt aisée. À l’époque, dans les années 65-70, mes parents exploitaient une ferme de plus de 100 hectares, ce qui était considérable. Ils avaient un salarié. Ils travaillaient beaucoup. Le travail, c’était la valeur essentielle, comme dans beaucoup de fermes. En 68, j’avais 15 ans et j’étais au petit séminaire, une école qui est censée préparer à la vocation de curé. C’est moi qui ai demandé à y entrer. Pour moi, mai 68, c’est quelque chose d’extérieur. Je l’ai vécu à travers un filtre, bien entouré par les hauts murs du séminaire. Je ne l’ai pas vécu, mais je suis un produit des effets retards de mai 68. Le premier effet, c’est que j’ai quitté très rapidement le séminaire. C’était un des

**“l’autogestion n’est pas une utopie perdue”**

premiers séminaires de France qui devenaient mixtes. On a découvert qu'on pouvait être attiré par des filles, même au séminaire ! Ayant découvert ça, j'ai perdu la vocation. C'était et ça reste toujours le célibat, et ce n'était plus envisageable pour moi. Je suis retourné à l'école privée. Je suis d'une famille paysanne et les circonstances ont fait – mon père avait été accidenté – que j'ai dû travailler sur la ferme comme jamais auparavant. Le métier de paysan m'est apparu comme quelque chose de bien. Alors j'ai fait des études en conséquence, après le bac. Au début je ne savais pas trop si c'était pour devenir paysan ; en tout cas, je commence des études d'agriculture à Lille, en 70. Et la vie étudiante, ça ouvre. 68 était proche, le milieu étudiant était en pleine effervescence, même si nous, dans une école privée, on en était toujours un peu protégés – je n'ose pas dire par ces hauts murs, parce qu'on n'était pas enfermés. Mais, progressivement, l'esprit de mai 68 a pénétré dans ces écoles, même privées, même d'agriculture. Je crois que la remise en cause d'une agriculture qui n'avait comme but que de produire toujours plus date aussi de cette époque-là, parce qu'on s'interrogeait sur nos modes de production et sur l'alimentation. J'ai commencé à le vivre en tant qu'étudiant, même si c'était très modeste. Ça commençait seulement à émerger.

## L'armée, où l'on devient militant

*Il y avait déjà eu le plan Mansholt qui avait secoué tous les agriculteurs d'Europe.*

Dans ma famille, c'était un truc qui avait marqué. Je n'ai pas trop la mémoire des dates, mais ça devait être dans ces années-là. Mansholt disait : « Il y a trop de fermes en Europe, il faut

concentrer. Les petites fermes n'ont pas d'avenir, il faut qu'on ait une agriculture productive. » Et je n'ai pas le sentiment que mes parents, compte tenu de leur situation, se sentaient particulièrement visés par cette volonté de faire diminuer le nombre de fermes. Eux étaient plutôt dans une ferme assez aisée où on travaillait beaucoup, mais on n'avait pas trop d'inquiétudes pour l'avenir. C'est dans ce contexte que j'ai fait mes études. Mais je me suis retrouvé complètement coupé du milieu familial. À l'époque, et déjà dès le séminaire, quand j'arrivais à rentrer chez moi une fois tous les deux mois, c'était bien. Lille était encore beaucoup plus loin. C'était la distanciation ou la continuation de la distanciation par rapport à l'imprégnation familiale. Au fil des quatre années d'études à Lille, il devenait de plus en plus évident que j'allais devenir paysan. Alors je suis revenu, à leur insu, pour travailler avec mes parents. Ça a été le choc. J'arrivais en disant de manière brutale : « Vous ne travaillez pas correctement, il faut faire de l'agriculture biologique, il ne faut pas travailler tout seul – on n'a pas de vie sociale, il faut travailler tout le temps, il n'y a pas de dimanche, pas de congés. » C'est ce qu'ont vécu mes parents. Il était hors 7 de question pour moi d'être paysan dans ces conditions-là. Je remettais en cause leur modèle et ça n'a pas été du tout. À cette époque, j'ai aussi fait la connaissance d'une fille qui n'était pas du milieu paysan. Pour eux, c'était inconcevable. En plus, je remettais en cause tout le passé religieux que j'avais pu avoir. L'expérience s'est arrêtée très vite, au bout d'un an, pour ces raisons-là, mais aussi parce que j'ai dû faire mon service militaire. Ça a été un apprentissage très fort, non pas que je sois devenu un homme, comme on le disait à ce moment-là, mais je suis devenu militant en étant soldat. J'ai découvert l'action collective, l'engagement contre des décisions injustes, contre des ordres stupides. Cette prise de conscience date de cette année, de mes différentes incarcérations

pour cause d'insoumission, et de contacts avec des gens qui avaient pleinement vécu mai 68 et en étaient imprégnés. J'en ai été aussi imprégné.

*On sent bien dans ce que tu racontes que la société française a été imprégnée en profondeur de mai 68. Que tu ailles à l'université, à l'école ou à l'armée, dès que tu sors de l'enceinte familiale, pour peu qu'on s'intéresse, c'est là.*

Il suffit de se laisser embarquer. Quand on a 20-23 ans, on a envie d'échanger, d'écouter ce que disent les autres, de changer le monde. C'était ça aussi, 68. Pas qu'un mouvement ponctuel ; c'était vraiment profond. Et même si on ne l'a pas vécu physiquement, ce qui est mon cas, on a été touché par la diffusion qui en a été faite par beaucoup de gens dans toute la société.

*Et puis il y a eu pour toi cette expérience du service militaire qui semble avoir représenté une expérience du brassage...*

8

Complètement. C'est vrai que c'était un brassage extraordinaire. De tête, si je fais le tour de ma chambrée, il y avait beaucoup d'ouvriers, jeunes – 18 ans, parce qu'ils étaient appelés entre 18 et 20 ans –, ils bossaient déjà dans l'usine ; il y avait pas mal de paysans comme moi ; il y avait des employés de bureau, des étudiants qui venaient de finir leurs études. Je faisais partie de ceux-là, sursitaires, un peu plus âgés, et qui se retrouvaient – c'est comme ça que j'ai été taxé de « meneur » – parce qu'ils avaient un peu plus de capacité à résister que les plus jeunes. Ils avaient eu la chance de pouvoir faire des études et de réfléchir un peu, et de pouvoir ainsi se mettre en travers de décisions complètement stupides. Même si n'étaient pas là ceux qui étaient beaucoup plus radicaux dans leur refus de la société,



les objecteurs qui refusaient le service militaire. Mais, même à l'intérieur des casernes, il y a quand même eu un mouvement de rébellion contre l'autoritarisme. Et c'est l'époque des comités de soldats.

*Finalement, entre jeunes, les idées semblaient bien circuler ?*

Il fallait expliquer quand même. Remettre en cause l'autorité est plus difficile quand on est un peu jeune. Mais je me souviens d'un truc tout bête. Pour avoir respecté des ordres complètement imbéciles – des objectifs de marche à tenir– des copains sont morts parce que le char s'est retourné. Un jour, on a décidé, en protestation, de tous mettre notre repas à la poubelle. Tout le monde l'a fait. C'était un acte de rébellion grave, qui nécessitait que les meneurs soient mis au trou. C'est ce qui m'est arrivé, avec d'autres. Mais ils avaient accepté de se rebeller parce que ça les touchait ; ça aurait pu être eux comme nous tous.

9

## Syndicalistes paysans

*Après ce double apprentissage de l'université et de l'armée, le décrochage avec tes parents, que fais-tu ?*

Il n'était pas question que je revienne sur la ferme familiale. Et pourtant, j'avais plus que jamais envie d'être paysan. C'est la troisième rencontre, le hasard. Au moment du service militaire, je me suis marié et je me suis retrouvé chez mon épouse, dans le Nord. J'ai cherché à être paysan là où je vivais, en rentrant du service militaire. Il y avait un paysan pas très loin de là où travaillait mon épouse qui cherchait un associé sur une très

petite ferme. Il avait à l'époque 40 hectares. Il fallait arriver à faire vivre lui, sa femme et moi sur ces 40 hectares. Il avait 30 vaches. J'y suis allé. Ce n'était pas tout à fait les mêmes conditions de vie que chez mes parents. C'était une ferme beaucoup plus petite, avec moins de moyens, plus de travaux pénibles. Mais c'était un sacré apprentissage de la réalité paysanne, chez des paysans qui, eux, pouvaient se sentir menacés par le fameux plan Mansholt et l'obligation de faire grossir les fermes, et donc d'en faire disparaître certaines. Cette personne était déjà engagée dans le militantisme paysan, dans un mouvement qui, à l'époque, s'appelait Paysans-travailleurs.

### *Une branche du PSU ?*

10 Un de ses fondateurs, Bernard Lambert, était membre du PSU. Ces gens remettaient radicalement en cause la manière dont était organisée la politique agricole, avec des subventions importantes aux produits. Ceux qui produisaient beaucoup en bénéficiaient beaucoup. Ils remettaient en cause aussi le mode de production, ce modèle productiviste, à la fois sous un aspect social et sous un aspect « environnemental ». C'était un choix de travailler avec quelqu'un qui était engagé syndicalement. Après cette troisième rencontre, je me suis engagé fortement dans le syndicalisme paysan. Mon engagement syndical paysan date de mon installation en tant que paysan en 1978. Depuis, j'ai suivi toutes les évolutions de ce mouvement, qui s'est élargi. De Paysans-travailleurs, il est devenu Travailleurs-paysans, avec d'autres structures qui les ont rejoints en 1982. Et, un peu plus tard, la naissance de la Confédération paysanne en 86-87.

*Les mutations sont très rapides. Dans les années 60, il y avait la critique, avant l'annonce du plan Mansholt, de la ferme*

*familiale avec la polyculture, où on faisait un peu de tout, ce qui permettait la survie, plus quelques trucs qu'on vendait. On voit arriver tous les jeunes qui sont passés par l'école et qui disent à leurs parents : il faut arrêter avec tout ça, il faut choisir, il faut moderniser. Il y a eu une bataille culturelle et un premier émiettement de la culture paysanne autour de ces enjeux. Tout d'un coup, les techniciens de la rentabilité arrivent, par la médiation des jeunes, à miner totalement ce qui était un fonctionnement traditionnel. Avec les Paysans-travailleurs, c'est une étape supplémentaire ?*

Oui. Une étape objectivement issue de l'esprit de mai 68. C'était la remise en cause de l'ordre capitaliste dans la production agricole. Les premières bagarres menées par les Paysans-travailleurs dont je me souviens, c'était de faire reconnaître qu'un certain nombre de paysans n'étaient en fait que des travailleurs à façon pour l'industrie agroalimentaire. Exemple : des paysans, pour continuer à vivre de leur métier, avaient des veaux en batterie et ils étaient payés tant du veau par la firme qui faisait de la poudre de lait. Ils étaient complètement intégrés au circuit, ils n'avaient quasiment aucune décision à prendre, ils étaient des exécutants de ces producteurs de poudre de lait, qu'on donnait aux veaux pour faire des veaux de boucherie. Parfois, quand la firme faisait les comptes, c'était le paysan qui devait de l'argent à la firme après avoir fait le travail. Ils avaient des dettes pour salaire. Les premières bagarres dénonçaient cette intégration, ce manque de rémunération du travail.

11

*L'agriculteur est propriétaire de sa maison, parfois des terres, il y a des terres qu'il loue, on lui prête de l'argent pour acheter les machines. Si bien que les autres salariés disent : ils sont riches. Il y a toujours cette ambiguïté.*

Elle existe toujours. Justement, de par son appellation, l'association des Paysans-travailleurs montrait clairement de quel côté ils se situaient. Même si, du fait des moyens juridiques existant à l'époque, on était obligé de devenir propriétaire de son outil de travail. C'est difficile d'être paysan sans être propriétaire de son outil de travail, ou de tenter de le devenir. Parce que les banques accompagnent pour qu'on puisse acheter le matériel, les animaux, tout ce qu'il faut pour faire tourner la ferme. Les Paysans-travailleurs ont aussi mené des bagarres contre les banques, parce que les taux étaient exorbitants. On se retrouvait une fois encore avec des dettes pour salaire après avoir travaillé. Je me rappelle l'affiche avec le fameux sigle du Crédit agricole, le CA, qui enserrait le paysan. Le titre était : « Le Crédit agricole nous étouffe. » On avait l'impression de servir à payer des intérêts au Crédit agricole. Il y a eu cet accompagnement vers une agriculture plus productive, où les banques étaient prêtes à financer – contre rémunération, évidemment ; où tous les producteurs de pesticides pour une agriculture plus intensive se sont engouffrés dans cette mission confiée à l'agriculture de nourrir le monde. On était en pleine construction de l'Europe; sa première politique a été de faire une politique agricole commune. Tout était réuni autour de l'agriculture pour l'engager dans cette voie du productivisme : l'appareil de formation, l'appareil d'encadrement du développement – les fameux techniciens –, l'appareil bancaire, l'appareil productif d'intrants, d'aliments du bétail. Tout ça s'est mis en place après la guerre, et c'est devenu puissant dans les années 60-70. Quand on a commencé à constater les dégâts de cette agriculture-là, ces réseaux de Paysans-travailleurs se sont mis en place un peu partout en France.

*Il y avait eu deux événements qui sont des sortes d'échos de mai 68, mais qui ont marqué l'immédiat après-mai 68 : le Larzac et*

*les paysans-viticulteurs.*

Le mouvement des viticulteurs, je ne suis peut-être pas assez connaisseur pour en parler. C'était une réaction violente à une volonté de la Commission européenne d'arracher les vignes, en particulier celles du Sud, qui n'étaient pas d'appellation contrôlée à l'époque. Ils ont très mal vécu ça. Mais je ne sais pas dire si c'est une conséquence de mai 68. Par contre, le Larzac, c'est évident. Il y a eu une jonction, la première apparition en grand des Paysans-travailleurs, dans leur personnalité emblématique de l'époque qui était Bernard Lambert, qui s'est exprimé sur le Larzac. Les paysans se rebellaient contre le fait que des terres puissent servir à autre chose qu'à produire du blé. « Faisons pousser du blé, pas des armes » ; je simplifie les slogans, mais... c'est emblématique de la suite – c'était en 73 – de mai 68. La bagarre a duré jusqu'en 81. C'est en 81 que Mitterrand a décidé d'abandonner l'idée d'étendre le camp du Larzac. J'ai pris la bagarre en cours quand je me suis installé comme paysan, dans les années 78, 79, 80. Je n'étais pas au premier rassemblement.

13

*Quelle que soit l'évolution de son métier, et c'est ce qui en fait à la fois la pesanteur et l'opacité, l'agriculteur est tout le temps en train de gérer tous les paramètres.*

On est extrêmement dépendant, du marché, du temps, des contraintes qui nous sont fixées de l'extérieur ; mais, en même temps, on a l'impression de pouvoir un petit peu organiser ça. Je dis bien : un petit peu – parce qu'on navigue entre plein de contraintes. Mais c'est intéressant. Quand on se lève, on ne sait pas toujours comment va se passer la journée. Il y a une part d'inconnu, une petite part de maîtrise sur ce qu'on fait. Si on décide d'avoir un mode de production moins intensif, plus

**“l'autogestion n'est pas une utopie perdue”**

respectueux de l'environnement, on va se bagarrer pour que ce soit politiquement possible ; mais on peut aussi faire des choix dans ce sens-là à son échelle individuelle.

*Cette globalité semble avoir du mal à circuler avec les autres couches de la population. Là où tu travaillais, il y avait une grosse usine. Y avait-t-il des réflexions communes avec les ouvriers ?*

14 Même si tout le monde se respecte, il reste, pour le paysan, l'idée que l'ouvrier fait juste son boulot, il ne va pas dépasser son nombre d'heures, ce qui, pour un paysan, est difficilement compréhensible. Quand le boulot est là, il faut le faire, même si on peut réfléchir pour essayer de moins travailler au global. Ça reste un petit peu ça, surtout depuis que les salariés ont eu la chance d'obtenir les 35 heures pour lesquelles ils se sont bagarrés. C'est une libération dont on aimerait bien pouvoir bénéficier. En retour, les ouvriers disent qu'il est difficile d'être paysan sans être au moins propriétaire, ou de le devenir, d'une partie de son outil de travail. Ça donne une impression de richesse. Ils ne savent pas toujours que cette richesse accumulée par l'obligation, parce qu'on n'a pas inventé d'autres formes en France, donne l'impression qu'on est riche, mais au détriment de la vie quotidienne. Le revenu disponible, dans beaucoup de fermes, n'est pas important. Il est consacré au remboursement. Beaucoup de paysans sont très fortement endettés. Et la grosse partie de leurs revenus sert à payer les annuités. À la fin de leur vie, ils le retrouvent – pour certains, pas pour tous. Mais, dans la vie de tous les jours, ils n'en ont pas beaucoup bénéficié.

## Propriété et autogestion

*La réflexion menée par les agriculteurs sur l'autogestion est un enjeu permanent pour vous, ce n'est pas une utopie. Quelle a été l'évolution des coopératives agricoles ?*

L'origine des coopératives agricoles est la volonté de se mettre ensemble, quelle que soit sa taille – ça a dépassé les clivages liés à la taille de la ferme –, pour essayer d'être plus fort vis-à-vis de ceux à qui on doit acheter des choses – du bétail, etc. – ou à qui on en vend, que ce soit du fromage, des céréales, des fruits. À l'issue de la guerre, tout était pratiquement dans les mains du privé. Tout se réorganisait, mais c'était quand même les privés qui avaient le dessus. Nos parents ou nos grands-parents ont mis en place, à des échelons très petits, locaux, dans les villages, des petites coopératives – je pense au lait, en particulier – pour valoriser leur production et toucher une rémunération de leur travail, parce qu'ils étaient très dépendants du bon vouloir des marchands qui passaient et qui faisaient la pluie et le beau temps. L'idée de l'organisation en petites coopératives reste dans un certain nombre de régions – en Franche-Comté, dans les fruitières qui fabriquent le comté ; dans le Sud pour les coopératives viticoles. Mais, ailleurs, ça a été des regroupements énormes. Et aujourd'hui, les coopératives sont très loin des petites coopératives d'autrefois, où chacun se connaissait, où il y avait une solidarité de fait. Aujourd'hui, on a plus l'impression de gros trusts industriels qui restent juridiquement des coopératives mais qui n'en ont plus l'âme. Ce ne sont plus beaucoup des coopératives, c'est-à-dire : là où on travaille ensemble, où on coopère.

15

*On a l'impression, chez les agriculteurs comme pour toutes les autres catégories professionnelles, et même pour chaque ouvrier sur la chaîne, d'une hyper-singularisation du destin de chacun. Comme si chacun était enfermé dans des problèmes spécifiques, qui doivent être résolus spécifiquement.*

16 L'évolution de la politique agricole a fait que les gens se sont de plus en plus spécialisés. Quelquefois, c'est une fragilité : si ça va mal dans un secteur et qu'on est dans ce secteur-là, on n'y coupe pas. Si tu es producteur de porc et uniquement producteur de porc, et que le cours du porc ne te permet pas de faire face à tes coûts de revient... C'est comme ça que procède la concentration successive dans un certain nombre de productions. Il y a des crises. Les plus faibles n'y résistent pas. Ce sont ceux qui restent qui vont reprendre leur capacité de production, s'agrandir et c'est un processus quasiment sans fin de cannibalisme, où on va « profiter » de la disparition d'un plus petit pour pouvoir agrandir sa capacité de production. Autrefois, il y a longtemps, les fermes étaient beaucoup plus polyvalentes et alliaient tout un tas de productions. D'abord parce qu'il fallait assurer l'autosubsistance de la ferme en termes vivriers, nourriciers. Et on le faisait aussi pour tous les gens qui étaient autour. Maintenant ce n'est plus ça. Les circuits de distribution sont carrément à l'opposé. Ils sont passés du local au truc mondial. On a changé d'échelle, on a spécialisé, on a fragilisé, tout ça pour que l'agriculture se banalise et rentre dans le circuit économique traditionnel où on fait du commerce, où on fait du profit sur les échanges, et peu importe si ceux qui produisent n'y retrouvent pas leur compte en termes de rémunération.

*La plupart des agriculteurs ne semblent pas sensibles au monde politique majoritaire tel qu'il s'exprime, comme s'il n'y avait aucun courant politique capable de tenir, à part à droite pour*



*les gros agriculteurs, un discours qui arrive à concerner et à rendre perceptible aux autres leur réalité.*

De fait, comme ils travaillent souvent tout seul, à l'exception de ceux qui ont choisi de s'associer pour travailler ensemble – c'est mon cas mais j'y reviendrai quand on parlera de l'autogestion –, ils ont un métier qui les oblige à devenir propriétaire de leur outil de production. Ils savent que, tout seul, face à ceux qui leur achètent leurs produits ou qui leur en font vendre, ils ne font pas le poids. Ils ont besoin d'une espèce de protecteur. Comme les discours conservateurs, pour ne pas dire de droite, vont plutôt dans leur sens, en leur disant : vous êtes des entrepreneurs courageux, vous vous levez tôt, vous travaillez sans compter vos heures, vous êtes le modèle de la nation, on a besoin de vous pour nourrir la population... Ils s'y retrouvent. Je pense qu'il y a historiquement un fond de conservatisme dans la France rurale, même si les paysans d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec ceux du siècle dernier. Il reste quand même cet atavisme paysan, un peu attaché à l'ordre, et à l'ordre éternel des champs, pour ne pas dire autre chose.

17

*Il y a cette double chose : d'un côté le poids historique de la fonction, qui est une fonction noble, nourricière, assumée comme telle et, de l'autre côté, le rouleau compresseur du libéralisme économique qui emporte tout. Dans ce cadre, on a l'impression que les agriculteurs doivent par nécessité inventer un nouveau rapport au politique puisqu'ils doivent en permanence trouver des solutions techniques de solidarité pour arriver à exister.*

Ils sont un peu contradictoires. Parfois, ils soutiennent ceux qui sont partisans d'un libéralisme économique, mais à condition que ce libéralisme ne s'applique pas trop à eux. C'est le

libéralisme, mais pour les autres. Ça peut créer des difficultés : quand les marchés se cassent la figure, si l'État n'intervient pas pour réguler, c'est la catastrophe. Ils ont parfois des discours contradictoires. À la Confédération paysanne, on essaye d'être cohérents. Nous demandons à l'État de réguler, tant au niveau national, européen qu'international. Mais, en contrepartie, on est prêt à accepter de répondre aux missions que la société nous assigne, en plus de la fonction nourricière. Parce que ça ne suffit pas. Aujourd'hui, la société nous demande de la nourrir, mais aussi de le faire sans mettre en danger sa santé, en n'utilisant pas des produits dangereux ; de le faire en ne mettant pas en danger l'environnement ; de le faire en apportant une qualité nutritionnelle conséquente, en préservant le paysage. Plein de demandes sont exprimées. Toutes ces missions, on est prêts à les remplir, mais l'État doit jouer son rôle de régulateur. Ce n'est peut-être pas le cas de tous les agriculteurs.

*Qu'as-tu fait après avoir quitté cet agriculteur à Lille, dans le Nord ?*

18

Pour reprendre le fil de l'histoire familiale et personnelle, le fait d'avoir des enfants a recréé des liens avec mes propres parents. Et on a pu commencer à se reparler, à envisager que, peut-être, je puisse revenir sur la ferme familiale. Ce qui s'est fait. Après cinq ans de travail en commun dans la ferme du Nord, j'ai décidé, avec ma famille, de revenir sur la ferme de mes parents. Il y a eu un travail d'évolution, de leur part comme de la mienne, qui a fait que ça a été possible. Mais avec des conditions qui n'ont peut-être pas été suffisamment claires au début. Pour moi, c'était évident que c'était transitoire. Mes parents allaient arriver à la retraite et je n'avais pas du tout envie de me retrouver tout seul sur la ferme familiale, surtout qu'elle était importante. Autant elle pouvait permettre, quand je me suis

associé avec eux, de faire vivre trois personnes, mon père, ma mère et moi, autant je n'imaginai pas qu'elle n'en fasse vivre plus qu'une seule après leur départ à la retraite. J'ai donc commencé à chercher comment ça pouvait évoluer. Il y a eu plein de péripéties, mais l'idée centrale était : je ne peux pas être paysan tout seul, donc je fais ce qu'il faut pour qu'on travaille ensemble sur une même ferme. C'est là que j'étais vraiment très imprégné de mai 68, de l'autogestion. Quand on est tout seul sur sa ferme, évidemment on s'autogère, mais c'est facile de faire des compromis avec soi-même. Par contre, faire des compromis quand on est plusieurs... Aujourd'hui on est trois, dont un voisin qui était paysan comme moi, un copain d'enfance qui a apporté sa ferme pour se regrouper avec la nôtre, et quelqu'un qui était complètement extérieur au milieu agricole, qui a été intégré et qui a pu le faire parce qu'on souhaitait travailler ensemble. J'ai l'impression d'être marqué très fortement par cette idée d'autogestion. Pour moi, ce n'est pas une utopie perdue. Je la vis tous les jours dans le sens où les décisions sont discutées collectivement, régulièrement. Le travail est partagé dans tous ses aspects, même les moins nobles : 19  
racler la merde des vaches tous les jours avec sa fourche, on le fait tous. Et on partage ces tâches qui ne sont pas épanouissantes, comme toutes les autres, comme celles qui sont plus épanouissantes, qui sont de décider, d'organiser, de planifier, d'investir, de penser la ferme, de la projeter différemment en permanence. On partage tout ça. On le partage aussi dans l'égalité de rémunération. Quels que soient nos parcours précédents, quelles que soient nos compétences, on met tout en commun et on partage. C'est très fort. Et pourtant, il y a des différences de propriété dans le capital. Comment intégrer quelqu'un qui n'a rien dans la ferme ? Il a forcément une moindre part du capital et, pourtant, on limite la rémunération du capital dans notre ferme autogestionnaire, pour donner la pri-

orité à la rémunération du travail. Quand, aujourd'hui, on dit que le capitalisme financier est devenu complètement fou, immoral, parce que les détenteurs de capitaux veulent 15 % de rentabilité, oui ; mais on peut, à une petite échelle comme la nôtre, décider qu'on ne fera pas ça, même si on est propriétaire d'un capital. Mais c'est sans doute parce qu'on est à la fois le même homme, celui qui détient le capital et celui qui travaille. Les capitalistes qui ne travaillent pas, c'est de ça dont ils ne se rendent pas compte. C'est évident pour nous de donner la priorité au travail. C'est ce que j'ai hérité de plus important de mai 68. J'ai l'impression qu'ailleurs ça s'est perdu dans les sables, les sables de « sous les pavés, la plage ». C'est dommage.

*Ce côté concret de l'autogestion, ce pouvoir de choisir en ce qui concerne l'argent et la rémunération, est quelque chose d'impensable dans toutes les autres catégories salariées. On ne choisit pas, on a la paie qu'on arrive à avoir.*

20 Forcément. C'est le statut de salarié et on se bat quand on est salarié pour que son salaire augmente. Je trouve ça tout à fait légitime. Quand on est capitaliste sans travailler, on fait la même chose. On va à des heurts, on le voit bien aujourd'hui. Ça passe par des licenciements massifs pour contenter l'actionnaire. Alors que la société est florissante. Ça ne va pas. C'est à une échelle microscopique : trois individus qui décident de faire ça. Pour moi, ça reste une aventure formidable.

*Est-ce que ça fonctionne ? Une aventure d'autogestion qui fonctionne, est-ce que ça peut servir de modèle pour les autres ?*

Déjà, se dire que ce qu'on fait, mettre nos actes en accord avec nos idées, est vraiment une satisfaction extraordinaire. Après,

**“l'autogestion n'est pas une utopie perdue”**

quant à servir de modèle ! Je ne pense pas, ça se saurait ; on serait beaucoup plus nombreux à faire ça. C'est spécifique à l'agriculture : ces formes de travail en commun existent, mais souvent ce sont des formes de travail en commun en famille. Là, c'est une forme de travail en commun hors cadre familial. Bien qu'il ne soit pas évident qu'il y ait une solidarité familiale innée – c'est même souvent le contraire. Mais là, les choses sont bien claires : on est des individus indépendants dans nos relations familiales. On négocie la répartition de notre rémunération indépendamment de critères familiaux ou sentimentaux éventuels.

## La Confédération paysanne

*À quelle nécessité a correspondu la mise en place de la Confédération paysanne ?*

Au fil du temps, il y a eu des regroupements de gens qui ne se sentaient plus bien dans la maison dominante, qui était et qui est toujours la FNSEA, qui, en matière d'accompagnement de la disparition des paysans, est très forte. Elle saura toujours justifier que c'est normal que le nombre de paysans diminue, même si ce n'est pas de ça dont elle parle en premier. La FNSEA se contente de gérer la disparition des paysans, en cogestion avec les différents gouvernements. Tous ceux qui refusent cette manière de voir se sont regroupés au fil du temps pour finir par donner naissance à la Confédération paysanne, il y a vingt ans. Ils ont essayé d'aplanir des différences qui, avant, empêchaient le regroupement. Il n'y a plus ce genre de débat à l'intérieur de la Confédération paysanne, mais, comme dans toute organisation, il y a ceux qui veulent aller plus vite

et ceux qui ne sont pas prêts à aller aussi vite. Il faut bien se mettre d'accord sur le rythme. C'est plutôt ce genre de petits inconvénients de jeunesse qui nous ont traversé. Si aujourd'hui la Confédération est connue, c'est par un de ses porte-parole emblématiques d'une époque, qui n'est plus aujourd'hui : José Bové. Il a su trouver le mode d'action au moment où il fallait pour montrer que la mondialisation avait des conséquences néfastes sur notre agriculture, sur le milieu rural, sur le maintien des petits paysans, sur notre manière de nous nourrir. Le mot de « mal-bouffe », qui a été vulgarisé, c'est lui qui l'a employé. Tout d'un coup, la Confédération paysanne est arrivée sur la scène médiatique, ce qui ne lui était pas arrivé jusqu'à présent. Peut-être que ça a été trop vite, que cela s'est focalisé sur une personne... Parfois ça aide qu'une personne permette de faire connaître une organisation, mais elle peut, par son aura, dépasser ce que l'organisation elle-même souhaite. En ce moment, on est en train de vivre la période d'après José Bové. Et comme les fondamentaux de la Confédération paysanne sont toujours là, c'est avec ceux-là qu'on travaille, même si c'est de manière moins médiatique.

22

*À une époque, on disait qu'il y avait les vigneronns rouges dans le Sud-Ouest, une tradition de politique à gauche. Je suppose que dans la Haute-Marne c'est plus difficile.*

Il n'y a pas du tout de tradition de ce genre. On n'a pas été beaucoup habitué à se bagarrer, en termes de bagarres syndicales, dans le monde paysan. Je ne pense pas que la Haute-Marne se soit illustrée, ou je n'en ai pas connaissance en tout cas. C'est vrai que c'est un peu paradoxal que, dans un département comme le nôtre, l'un de ceux où les fermes sont les plus grosses en France, la Confédération paysanne ait réussi à percer. Nous disons qu'il faudrait arrêter de concentrer les fermes,

arrêter d'aider de manière plus importante les grosses fermes. Avec des messages comme ça, on est quand même entendu, et on a une audience auprès des paysans. L'idée que la répartition des fonds publics en direction des agriculteurs doit être plus équitable, c'est quand même un message qui peut être entendu. L'idée qu'on doit peut-être lever le pied sur l'intensification de l'agriculture, ça peut être entendu. L'idée qu'on doit faire de la place pour une agriculture diversifiée, pour qu'il y ait des petits paysans qui puissent continuer à vivre, sur des modèles sans doute différents de ceux qu'on connaît aujourd'hui... Il y a un espace syndical pour ce genre de message. C'est celui qu'on essaie de faire passer dans tous les départements, qu'ils aient une tradition comme celle que tu rappelais ou pas. On essaie de construire la tradition de bagarre syndicale.

*En 68, il y avait aussi, dans la région de Nantes, un mouvement des jeunes agriculteurs extrêmement actif.*

C'est d'ailleurs de là que sont nés les Paysans-travailleurs. C'est la suite qui a été donnée à ces effervescences à l'Ouest, le mouvement est parti de là. Ça s'est concrétisé à travers l'Association nationale des paysans-travailleurs après 68. Après, ça s'est étendu tout doucement au reste de la France. Maintenant, on est structurés dans tous les départements de France, mais on ne construit pas comme ça une organisation syndicale toute neuve en dix ou vingt ans. On est jeune et ça prend du temps, il faut expliquer. Et une chose joue contre nous : malgré tout, le rouleau compresseur du libéralisme a fait ses dégâts et on est de moins en moins nombreux. Il faut résister et, pour avoir plus d'audience, il faut vraiment convaincre, puisque le milieu dans lequel on doit convaincre se rétrécit. Ce n'est pas évident. Ceux qui s'installent sont souvent dans le

23

modèle dominant et ils n'ont pas envie d'en changer. D'autant que tout les incite à y rester. Si notre génération de militants disparaît sans être remplacée, qui va porter ces choses qu'on porte aujourd'hui ? Je pense, aussi, qu'on ne transformera le milieu agricole que par une forte pression de la société extérieure au monde agricole. On a un travail à faire auprès des paysans pour susciter leur adhésion à ce qu'on défend, qui est, je dirais, l'intérêt de 80 % d'entre eux. Mais 80 % d'entre eux ne se retrouvent pas chez nous. C'est 20 %. Et, en même temps, on a un travail à faire vis-à-vis du reste de la société. Il faut reconnaître à José Bové d'avoir su le faire, d'avoir su expliquer qu'on était porteur d'un autre visage de l'agriculture, d'une autre voie, d'autres missions pour l'agriculture. En retour, ça peut nous exposer à des déconvenues vis-à-vis du monde paysan. On en a vécu un petit peu lors des dernières élections professionnelles. C'est vrai qu'on n'a pas une attitude corporatiste, au sens où on défend le paysan parce que c'est un paysan. On défend les paysans pour les missions que la société leur demande. En contrepartie, on a droit à une rémunération, comme tout être humain. Ce n'est pas sous l'angle de l'ordre éternel des champs.



**“l'autogestion n'est pas une utopie perdue”**





**“l'autogestion n'est pas une utopie perdue”**